

COVID-19

Note de veille économique n°7

Semaine 19 – 07 mai 2020



Cette synthèse résulte de la collecte d'informations de différentes sources, essentiellement celles des agents du réseau Chambres d'agriculture (APCA, CRANA et les CDA de la région), qui, avec leurs réseaux de correspondants dans les filières et les territoires, font un remarquable travail de collecte et de synthèse en temps réel.

Quatre parties :

1. [Messages forts](#)
2. [Synthèse par filière : Points essentiels et de vigilance](#)
3. [Pour aller plus loin : Eclairages et analyses](#)
4. [Les initiatives des chambres départementales de Nouvelle Aquitaine](#)






Guide de lecture des parties 1 et 2 :



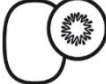



- Les éléments repris des notes précédentes, mais toujours d'actualité, sont en *italique bleu*.
- Ceux propres à cette semaine sont en **rouge**.

1 - Messages forts

- Les modalités de déconfinement se précisent peu à peu : à partir du 11 mai, les habitants pourront circuler sans attestation dans un rayon de 100 km autour de leur lieu de résidence ; les rassemblements de plus de 10 personnes restent proscrits ; les commerces pourront ouvrir, sauf les bars, les restaurants et les hôtels ; le 2 juin, le déconfinement pourrait se poursuivre, selon des modalités qui seront précisées, dans chaque département, au vu de la circulation active du virus, de la tension dans le système hospitalier et des capacités de repérer les chaînes de contamination (tests, brigades...).
- Les échanges mondiaux et les marchés financiers sont perturbés et très instables. La dette publique explose partout dans le monde.
- En France, la perte d'activité est de -35 % depuis mi-mars. Cette baisse est bien plus limitée dans la production agricole (-13 %) et dans l'industrie agro-alimentaire (- 5%).
- L'INSEE estime la baisse du PIB à -5,8 % au premier trimestre, soit la baisse la plus forte sur l'historique de la série depuis 1949. La Commission européenne chiffre la baisse du PIB français à -8,2 % pour 2020 (-7,7 % en moyenne dans la zone euro, -7,4 % dans l'UE).
- 12 millions de salariés du secteur privé français sont en chômage partiel (60 % du total des emplois privés), un dispositif en vigueur jusqu'au 31 mai. Le coût total de ce dispositif est estimé à 24 milliards d'euros cette année.
- Les exportations de blé et d'orge sont très dynamiques : elles augmentent de 40 % par rapport à 2019. Les prix du blé restent sous la barre des 180 €/t. Le maïs, plombé par l'éthanol, s'échange autour de 150-160 €/t.
- Le secteur de l'horticulture et de la pépinière attend la possibilité de rouvrir ses établissements au public afin de démarrer, enfin, sa saison de vente aux particuliers.
- Les marchés bovins sont toujours dégradés et le Ministre de l'Agriculture dit "stop à une baisse injustifiée".
- La chaîne d'approvisionnement en alimentation animale tient le choc, même si des inquiétudes quant aux modalités de déconfinement (passages transfrontaliers) demeurent.
- Les cotations du beurre et de la poudre de lait de vache reculent de -30 % : cet effondrement est lié au gonflement des stocks. La Commission européenne a déclenché des mécanismes de stockage privé (30 M€) et des assouplissements dans la gestion des marchés : ces mesures commencent à être mises en œuvre, et semblent limiter la chute des cours.
- En lait de chèvre, les consommateurs se portent essentiellement sur les produits en libre-service, et nettement moins sur ceux à la coupe ou en ultra frais.
- Le secteur de l'engraissement des chevreaux est arrivé à un point de blocage face à la dégradation des cours (arrêt de collecte des chevreaux). Des mesures vont finalement se mettre en place.
- Les fromages AOP (vache-brebis-chèvre) restent à la peine, avec des baisses en moyenne de 60 % des commandes (de 15 % à 90 % en fonction des filières).
- En volailles de chair, les marchés de la dinde et du poulet se tiennent relativement bien (-5 % en volume). En revanche, les producteurs de cailles, pintades, pigeons... nombreux dans la région, ont perdu les deux-tiers de leurs débouchés. Les OPA sollicitent les pouvoirs publics pour financer un plan de sauvegarde de ces filières en difficulté.
- La filière palmipèdes gras, produit « festif », est profondément impactée. Des milliers d'emplois sont menacés chez 1.800 producteurs et 160 entreprises d'aval, essentiellement dans le sud de la région et en Occitanie.

2 - Synthèse par thème et filière : Points essentiels et de vigilance

 <p>CONTEXTE GENERAL</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Le dé confinement commence dans certains pays, selon des modalités et des conditions très disparates, notamment dans l'Union européenne. Il prendra plusieurs mois, au moins.</i> ➤ Le FMI et la Banque Mondiale ont confirmé que l'économie mondiale connaîtra une grave récession sur l'année 2020, bien plus profonde (-3 %) que celle de 2009, lors de la crise dite des "subprimes" (-0,4 %), qui fut importante et dévastatrice, en particulier sur l'emploi. ➤ Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne devrait chuter de 7,4 % en 2020, avant de remonter de 6,1 % en 2021, car tous les moteurs de la croissance (consommation, production, investissements, exportations) sont à l'arrêt. Un certain temps sera nécessaire avant qu'ils retrouvent leur niveau d'avant-crise. ➤ La note de l'INSEE, datée du 30 avril, fait mention d'une récession au premier trimestre de -5,8% en France. C'est un véritable choc économique pour le pays, puisque cette récession efface quatre années de croissance en un seul trimestre. ➤ 12 millions de salariés du secteur privé français sont en chômage partiel (60 % du total des emplois privés). ➤ 5 millions de français sont en télétravail. <p>Détails : Les avancées du dé confinement</p>
 <p>BANQUE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Légère augmentation des demandes de Prêts Garantis par l'Etat sur les quinze derniers jours. ➤ La vague des demandes est toujours attendue pour la deuxième quinzaine de mai. ➤ Des cellules "engagement", spécifiques aux orientations technico-économiques les plus touchées, se mettent en place dans toutes les banques. ➤ Le risque "pandémique" étant exclu des conditions générales des contrats, la plupart des assurances, compagnie propre ou filiale de banque, à caractère mutualiste, mettent en place des accompagnements ("prime forfaitaire" ou remise de cotisation). <p>Détails : Banques et assurances</p>
 <p>CONSOMMATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les sondages auprès des consommateurs tendent à confirmer que ces derniers vont poursuivre leurs pratiques d'achat dans des magasins de proximité : gain de temps et limitation des contacts (83 % des sondés selon l'IRI). ➤ Les commandes en ligne s'affirment clairement, le système "drive" ou "click & collect" progresse nettement (+80 %) tout comme celui des livraisons. La part de marché est attendue autour de 8 % pour 2020 (Vs 5,7 % en 2019) – Source Nielsen. ➤ Dans un contexte où les consommateurs ont eu besoin de se rassurer et se sont concentrés sur les produits de grande consommation : les marques de distributeur s'affirment, que ce soit pour des achats en ligne ou en magasin. ➤ <i>Inquiétude liée à l'impact de la baisse de pouvoir d'achat des consommateurs.</i> <p>Détails : Relations économiques et commerciales :</p>
 <p>MAIN D'ŒUVRE EXPLOITATION</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ A ce jour, les frontières françaises demeurent fermées et donc légalement, il ne peut pas y avoir d'arrivée de main-d'œuvre européenne en France (même à l'intérieur de l'espace Schengen). ➤ Si cette situation de droit perdurait, il pourrait y avoir des tensions sur la main d'œuvre d'emploi saisonnier. ➤ Même tendance que le 24 avril sur 11 départements : volume d'offres stable mais volume de candidats fortement à la hausse (sauf en Charente où le volume d'offres est fortement à la hausse) ➤ Globalement, toujours pas de tension de main d'œuvre à constater <p>Détail : Zoom sur les tendances par département recueillies par les ANEFA</p>
 <p>HORTICULTURE ET</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dans la majorité des départements, les Préfectures n'ont pas accordé d'assouplissement quant à l'ouverture des serres à la clientèle. ➤ Sur la vente de plantes ornementales, c'est globalement 3 à 4 semaines de chiffre d'affaires perdues au début de la période majeure de vente de l'année.

<p>PEPINIERE</p>	<p>➤ Les détaillants n'acceptent pas la distorsion de concurrence avec les GMS et les jardinerie.</p> <p>Détails : Horticulture</p>
 <p>ASPERGE</p>	<p>➤ Depuis le 21 mars l'asperge est déclarée en « crise conjoncturelle » par le RNM avec des prix anormalement bas.</p> <p>➤ Malgré l'ensoleillement la production n'augmente pas car en Gironde et dans les Landes les arrêts de parcelles se poursuivent (fin de campagne démarrée début février). En Charente, la récolte a démarré 1ere semaine d'avril et devrait se poursuivre jusqu'au 15-20 Mai.</p> <p>➤ La demande est active aujourd'hui : beau temps, prévision du jour férié de vendredi, même si les magasins seront ouverts ce vendredi et perspectives enthousiasmantes du dé-confinement.</p> <p>➤ Cependant, la concurrence ne permet pas d'augmenter les prix.</p> <p>Sources : RNM Agen /CDA33 & CDA40 et CDA16</p>
 <p>FRAISE</p>	<p>➤ La main d'œuvre reste le sujet de préoccupation des fraiculteurs (beaucoup de turn-over) avec un retard de cueillette. La production de la fraise ronde est maintenant prépondérante.</p> <p>➤ Les orages de début de semaine ont pénalisé la tenue du produit et son transport.</p> <p>➤ Mais la demande est active.</p> <p>➤ Les prix demeurent fermes.</p> <p>➤ La saison est marquée par de nombreux problèmes sanitaires avec une précocité et une vigueur particulières.</p> <p>Sources : RNM Agen /CDA47 & CDA24</p>
 <p>Kiwi</p>	<p>➤ <i>Pas d'élément nouveau.</i></p>
 <p>VITICULTURE</p>	<p>➤ En AOC</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur la dernière quinzaine d'avril, confirmation de la reprise des volumes en contrats vrac sur le Bordeaux rouge (Prix moyen du Bordeaux rouge à 946 €/tonneau mais avec de très grands écarts de prix) et maintien des volumes en Bergerac sur la GD. Pas de signe significatif de reprise du vrac sur les autres groupes (Médoc, Côtes...). • Les ventes sur la GD se réalisent avec des prix à la baisse : prix plancher descendu à 650€/tonneau en Bordeaux et Bergerac. • Prix du bio maintenu à 2000 à 2200€/tonneau en Bordeaux rouge <p>➤ Pour le COGNAC, pas d'éléments nouveaux.</p>
 <p>GRANDES CULTURES</p>	<p>➤ Les écarts entre les marchés céréaliers et oléagineux se poursuivent.</p> <p>➤ La cotation du blé se stabilise à 180-190 €/tonne, et les exportations françaises vers les pays tiers continuent de fortement progresser (+40 %).</p> <p>➤ Le maïs et les oléagineux sont plombés par le prix du pétrole, dont le prix remonte, mais reste divisé par deux par rapport au début de l'année. L'accumulation des stocks d'huiles à cause du bas prix des hydrocarbures fait craindre des pénuries de tourteaux pour l'alimentation animale avec le ralentissement des activités de trituration.</p> <p>Détails : Grandes cultures et alimentation animale</p>
 <p>PORC</p>	<p>➤ Les cours sont en baisse dans un marché européen qui continue de se dégrader.</p> <p>➤ La Chine fait pression sur les prix en s'appuyant sur un cours du porc au plus bas aux USA.</p> <p>➤ <i>La filière "jambon de Bayonne" souffre des commandes en baisse de la part des saisonniers (perspectives de baisse de consommation).</i></p> <p>Détails : Porcs</p>

 <p>CHEVREAUX ET AGNEAUX</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le marché de l'agneau est à l'équilibre mais la filière craint l'augmentation des disponibilités sur les semaines futures. ➤ La libération des stocks d'agneaux d'import dans la grande distribution va peser sur les cours. ➤ L'évolution de la consommation lors de la période de déconfinement sera déterminante, la reprise de la demande en RHD est vivement attendue. ➤ Face à la dégradation du marché les engraisseurs de chevreaux ont suspendu le ramassage. ➤ Les mesures de stockage vont, enfin, contribuer à rétablir l'équilibre offre/demande. <p>Détails : Chevreaux et agneaux :</p>
 <p>BOVIN VIANDE</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Le marché du maigre se tient. L'offre est limitée</i>, mais la dégradation du marché du JB va finir par peser sur les cours, les engraisseurs vont actionner ce levier pour préserver leurs marges. ➤ Les stocks en ferme sont avérés et augmentent. ➤ La réorientation de la consommation vers le haché pèse sur la valorisation "prix" des carcasses. Le Ministre de l'Agriculture exige une plus juste répartition de la valeur (allocution du 05 mai). ➤ Cours très dégradés en veaux de boucherie, les mises en place se réduisent. <p>Détails : Bovin Viande :</p>
 <p>PALMIPÈDES & LAPINS</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En palmipèdes, la filière longue représente plus de 80 % de la production française. Sur l'IGP Sud-Ouest, il se joue à court terme la survie de 1.800 éleveurs et de 160 entreprises d'aval, pourvoyeuses de nombreux emplois ruraux : l'impact économique pourrait être terrible, notamment dans les départements du sud de la Région et en Occitanie. ➤ La filière cunicole pointe une baisse significative des volumes distribués en GMS depuis Pâques (-15 à -20%). L'export est quasiment à l'arrêt, de même que la RHD. <p>Détails : Palmipèdes gras / Lapins :</p>
 <p>VOLAILLES</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La fermeture de la RHD restera le gros point noir pour la filière volaille : cependant, la baisse d'activité est limitée à -5 % en Nouvelle-Aquitaine. ➤ Par contre, la crise frappe durement les filières pigeon, pintade, canard... <p>Détails : Volailles de chair</p>
 <p>LAIT</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Les cours internationaux du beurre et de la poudre s'effondrent (-30 %, sauf en Océanie, où la demande chinoise reste importante).</i> ➤ <i>En France comme dans la plupart des pays confinés, les filières laitières affrontent d'importants bouleversements de leurs débouchés : report de consommation de la RHD vers la grande distribution et ralentissement des exportations provoquent un ralentissement de la demande.</i> ➤ Les consommateurs se portent essentiellement sur les produits laitiers en libre-service, et toujours nettement moins sur ceux à la coupe ou en ultra frais. ➤ Toutes les AOP et IGP laitières sont touchées, avec des baisses en moyenne de 60 % des commandes (de 15 % à 90 % en fonction des filières). Plusieurs AOP engagent des mesures volontaires de réduction de la production laitière et de la mise en transformation, avec des réorganisations des collectes et des réorientations vers des produits de stockage. <p>Détails : Filières laitières</p>

3 - Pour aller plus loin : éclairages et analyses

Les avancées du dé confinement

Dans le monde, le confinement concerne à cette heure 4,6 milliards de personnes (60 % de l'Humanité) dans plus d'une centaine de pays, selon des modalités très diverses. D'après la dernière comptabilisation de l'Agence France-Presse (AFP), mardi 5 mai au soir, au moins 256.000 personnes sont mortes des suites du Covid-19, dont plus de 150.000 en Europe. Plus de 3 millions de cas ont été diagnostiqués dans 193 pays et territoires.

Progressivement, alors que la pression diminue sur les hôpitaux, de nombreux pays assouplissent les mesures de restrictions, dans l'objectif de faire repartir les économies, tout en prenant garde d'éviter un rebond de l'épidémie. Cette séquence devrait durer encore plusieurs mois, et ne prendra réellement fin que lorsque le virus circulera moins (masques + tests massifs), et surtout lorsque des traitements et des vaccins seront disponibles, au mieux à la fin de l'année, selon les plus optimistes.

Les modélisations épidémiologiques démontrent qu'un dé confinement non maîtrisé pourrait provoquer une deuxième vague encore plus meurtrière. Le Premier Ministre Edouard Philippe, lors de son audition au Sénat le 4 mai, a résumé ainsi le défi du dé confinement : « *trop de relâchement et d'insouciance, et c'est une deuxième vague qui menace ; trop d'immobilisme et d'angoisse, et c'est l'asphyxie collective. Tel est le chemin de crête sur lequel nous devons avancer : chaque versant est un à-pic vertigineux* ».

Dans cet océan d'incertitudes, il y a néanmoins des nouvelles rassurantes :

- ✓ Une expérience chinoise récemment publiée montre qu'il y a globalement une bonne réponse immunitaire et cellulaire chez les patients guéris du Covid-19. Les auteurs concluent leur article ainsi : « *nos travaux fournissent une base pour une analyse plus approfondie de l'immunité protectrice contre le SRAS-CoV-2 et la compréhension de la pathogenèse de Covid-19, en particulier dans les cas graves. Il aura également des implications dans le développement d'un vaccin efficace contre l'infection par le SRAS-CoV-2.* » En effet, grâce à leur étude, on en sait un peu plus sur l'immunité après infection au SARS-CoV-2 et la façon dont les différents remparts de l'immunité réagissent à l'infection.
- ✓ Les chercheurs identifient de plus en plus d'anticorps monoclonaux à partir desquels des stratégies thérapeutiques, en association avec d'autres anticorps neutralisants, pourraient prévenir la maladie.

Sources :

https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/05/06/coronavirus-le-royaume-uni-deuxieme-pays-le-plus-endeuille-trump-met-en-scene-le-redemarrage_6038784_3244.html

<https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-immunite-apres-covid-19-enfin-donnees-rassurantes-80856/>

<https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-covid-19-cet-anticorps-monoclonal-pourrait-neutraliser-sars-cov-2-80885/>

https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/05/07/a-la-veille-du-deconfinement-des-projections-epidemiologiques-globalement-pessimistes_6038921_3244.html

Activité économique générale

Le FMI et la Banque Mondiale ont confirmé que l'économie mondiale connaîtra une grave récession sur l'année 2020, bien plus profonde (-3 %) que celle de 2009, lors de la crise dite des "subprimes" (-0,4 %), qui fut importante et dévastatrice, en particulier sur l'emploi. Le nombre de chômeurs va exploser dans presque tous les pays, ce qui va provoquer de fortes tensions sociales dans les mois à venir. (Source : APCA).

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne devrait chuter de 7,4 % en 2020, avant de remonter de 6,1 % en 2021, car tous les moteurs de la croissance (consommation, production, investissements, exportations) sont à l'arrêt. Un certain temps sera nécessaire avant qu'ils retrouvent leur niveau d'avant-crise.

En France, l'activité devrait se contracter de 8,2 % en 2020 et le taux de chômage repasser la barre des 10 %. Le déficit et la dette publics y grimperaient, respectivement, à 9,9 % et 116,5 % du PIB (contre 8,5 % et 102,7 % en moyenne dans la zone euro).

La note de l'INSEE, datée du 30 avril, fait mention d'une récession au premier trimestre de -5,8% en France. C'est un véritable choc économique pour le pays, puisque cette récession efface quatre années de croissance en un seul trimestre.

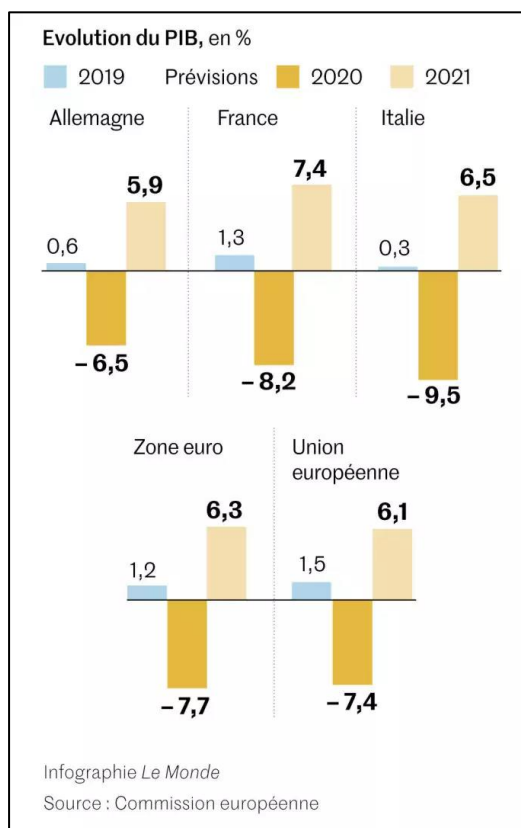
La consommation des ménages chute au premier trimestre 2020 (-6,1 %), tant du côté des biens (-7,3 %) que du côté des services (-5,2 %). S'agissant des biens, la consommation de biens fabriqués chute lourdement (-16,3 %) et les dépenses en énergie baissent (-4,8 %) en raison notamment de températures clémentes et d'une forte baisse des achats de carburants. En revanche, les dépenses alimentaires augmentent nettement (+2,4 % après +0,5 %).

Au premier trimestre 2020, la FBCF totale (investissements) chute lourdement (-11,8 %). En particulier, l'investissement diminue dans la construction (-13,8 %) en lien avec l'arrêt de chantiers lors de la deuxième quinzaine du mois de mars. Les importations diminuent fortement (-5,9 %), notamment les biens manufacturés. Les exportations diminuent de façon un peu plus marquée (-6,5 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB est légèrement négative ce trimestre (-0,2 point après -0,1 point).

Sources :

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/06/coronavirus-les-sombres-previsions-economiques-de-la-commission-europeenne_6038832_3234.html

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2107840>



Prix du pétrole

Le pétrole remonte autour de 30 \$/b, soit un prix divisé par deux depuis le début de l'année. Avec la progression du déconfinement, la tendance haussière pourrait s'affirmer ces prochaines semaines, à condition toutefois que les principaux producteurs confirment leurs accords de régulation de la production. La baisse de la rente pétrolière plonge certains pays producteurs (Nigéria, Venezuela, Algérie...) dans une crise budgétaire sans précédent (par exemple, -70 % de rentrées dans les comptes publics du Nigéria), ce qui pourrait raviver les tensions sociales, déjà très fortes dans ces pays.

Marchés financiers

Les bourses : après avoir fondu d'un tiers en deux mois, les bourses mondiales se sont reprises après les annonces de soutien massif (*) à l'économie par les banques centrales des grands pays : elles en sont maintenant à une baisse de -15 % (Dow Jones) à -25 % (CAC 40) par rapport aux niveaux d'avant-crise.

(*) : Les interventions de quatre des principales banques centrales mondiales (BCE-FED-banque centrale du Japon-Banque d'Angleterre) représentent 18.000 milliards de dollars inscrits dans leur bilan, soit l'équivalent de plus de 20 % du PIB mondial. C'est sans précédent historique.

L'évolution différentielle des cours de bourse renseigne sur « le monde de demain » : les opérateurs du numérique et les grandes entreprises de logistique-distribution sortiront considérablement renforcés de la crise, avec le développement du télétravail (cinq millions de salariés en France), des loisirs à domicile, de la logistique fine et des achats en ligne. Au contraire, des pans entiers de l'économie ne se relèveront pas de sitôt : automobile (sauf électrique, cf. Tesla), aviation, hôtellerie-restauration, certaines branches de l'artisanat et des services (TPE-PME), ainsi que de nombreux petits commerces de détail. Le tourisme de masse sera aussi à la peine (spots, croisières...).

Les marchés des changes : la parité euro-dollar fait du yoyo, mais en tendance, l'euro s'affaiblit, ce qui est favorable aux exportateurs européens (1,08 €/€ au 07/05). Bien que très instable, la parité de l'euro vis-à-vis de la livre sterling se maintient au même niveau qu'en 2019. Par contre, les monnaies de grands pays exportateurs (Russie, Brésil, Pologne...) ont dévié, ce qui va peser sur les prix agricoles des grands marchés internationaux, mais aussi sur les prix alimentaires des importations dans ces pays, qui commencent à flamber sur certains produits de base, comme les produits frais.

Sources :

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/02/coronavirus-le-monde-d-apres-selon-wall-street_6038424_3234.html

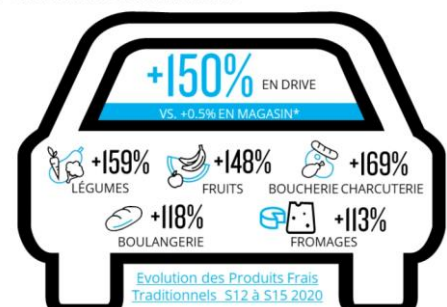
Relations économiques et commerciales

La progression des achats sur les produits frais est importante pendant la période de confinement (Source Nielsen).

83 % des consommateurs ont réduit et raccourci leur circuit d'approvisionnement pour des raisons de gain de temps et de limitation des contacts. (Source IRI)

50 % des consommateurs déclarent que leur lieu habituel d'achat est trop éloigné en ce temps de crise : un impact fort sur la fréquentation des hypermarchés de périphérie. (Source IRI)

LES PRODUITS FRAIS EXPLOSENT EN DRIVE
PENDANT LE CONFINEMENT



Source : Nielsen ScanTrack. *Hypermarchés, Supermarchés, Proximité et SDMP. Evolution valeur PFT vs. mêmes semaines de l'an passé. Copyright © 2020 The Nielsen Company

La fréquentation des magasins est en baisse : tandis que la proportion des clients à faire leurs courses deux fois par semaine étaient de seulement 9 %, elle atteint aujourd'hui 28 %, à l'inverse celle de ceux effectuant des achats plus de 4 fois par semaine est passé de 42 à 19 %.

Banques et assurances

Les banques activent des cellules spécifiques pour accompagner les secteurs qu'elles estiment les plus touchés par la crise, en l'occurrence, pour la région : Horticulture-Pépinière / Centre Equestre / Viticulture / Commercialisation sur marché et vers restauration hors foyer.

A la faveur d'une météo contraignant les travaux en extérieur, le nombre de contacts, pour des souscriptions de Prêts Garantis par l'Etat (PGE), des reports d'échéance ou entamer des opérations de restructuration de l'endettement, a progressé. Les exploitants, à l'aune de la clôture du mois d'avril, tentent de se projeter.

Sur le volet assurance, répondant aux injonctions du Président de la République, la majorité des compagnies ou filiales bancaires à vocation mutualiste, malgré l'exclusion du risque pandémique dans les conditions générales, s'engage dans un accompagnement de leurs sociétaires sous forme d'appui à la reprise économique. Du versement d'une somme forfaitaire à des remises sur les assurances, les solutions proposées sont diverses.

<https://www.ffa-assurance.fr/infos-assures/coronavirus-covid-19-et-assurance>

Horticulture et Pépinière

Les exploitants attendent avec impatience la date du 11.05 pour pouvoir ouvrir leurs serres au public.

A noter, les différences d'approche entre Préfectures sont mal vécues. A ce jour, compte tenu de la proximité de la date de sortie potentielle de confinement, les absences de réponse, malgré les sollicitations répétées et encore récentes des professionnels, laissent à penser que les autorités "jouent la montre". Cette incertitude entretenue aura un impact sur les résultats de la campagne de printemps, sachant que la période traditionnelle des fortes ventes a débuté depuis un mois.

Les modes de vente en drive / livraison / sur marchés des plants alimentaires ont connu du succès et la crise a certainement été l'occasion de développer de nouveaux modes de commercialisation qui devraient perdurer. Néanmoins, s'ils conviennent assez bien sur "l'alimentaire", ils touchent leurs limites en ce qui concerne "l'ornemental". Les clients souhaitent pouvoir choisir le sujet à acheter. Commercialement, la mesure de fermeture des serres est un véritable handicap.

La Profession s'insurge toujours contre le différentiel de traitement avec la GMS et les Jardinerie, qui, pour les premières, ont toujours pu laisser ouverts leurs rayons "jardin" et, pour les secondes, ont bénéficié d'une réouverture si elles proposent de l'alimentation animale. Pour les producteurs majoritairement détaillants, c'est une situation de concurrence déloyale sur la phase de crise, qui aura aussi des conséquences à moyen et long termes en raison de la captation de clientèle par les grandes enseignes. Toutefois, ce discours est modéré par les producteurs de gros et demi-gros qui ont salué le maintien, puis la montée en puissance, de leurs débouchés vers ce type de distribution.

Les pertes de chiffre d'affaires seront mieux connues d'ici 15 jours pour le mois d'avril. Les banques ont préparé des cellules spécifiques "horticulture-pépinière" au niveau de leurs services engagements afin de répondre aux demandes de PGE.

La Profession est en attente des mesures d'accompagnement annoncées par le Ministère.

Grandes cultures et alimentation animale

Les écarts entre les marchés céréaliers et oléagineux se confirment avec la déprime du marché pétrolier (30 \$ le baril au 7 mai). L'accumulation des stocks d'huiles à cause du bas prix des hydrocarbures fait craindre des pénuries de tourteaux pour l'alimentation animale avec le ralentissement des activités de trituration.

Les quotas d'exportation de céréales des pays de la Mer Noire, alors que certains pays procèdent de nouveaux à des appels d'offre d'envergure (mi-avril, l'Arabie Saoudite était aux achats pour 655 000 tonnes de blé à un prix de plus de 233 dollars/tonne), tend le prix du blé à la hausse, dont la cotation Euronext a franchi les 200 €/tonne. Toutefois, des craintes pèsent sur les cotations de Chicago, principal driver du marché céréalier, avec la fermeture d'ateliers d'élevage américain ce qui impactera la demande céréalière sur le marché américain.

Le cumul des exportations européennes de blé tendre et de maïs atteignent respectivement 28 millions et 4 millions de tonnes au 27 avril 2020. La campagne d'exportation 2019/2020 sera quoi qu'il advienne un record historique. Si les achats algériens ont significativement diminué ces dernières semaines, le cumul des exportations de blé tendre des semaines 1 à 43 vers les autres pays clients atteint des records par rapport au cumul des exportations de la campagne 2018/2019 sur la même période : 2,6 millions de tonnes en Arabie Saoudite (+9 %), 2,1 millions de tonnes au Maroc (+ 72 %) et environ 2 millions de tonnes vers l'Égypte (+ 17 %). Enfin, la Turquie et l'Égypte captent à eux-seuls 45 % des expéditions de maïs européen.

Source : Commission européenne d'après APCA

NB : l'orge de brasserie pourrait être à la peine : selon Brasseurs de France, au moins 10 millions de litres de bière ayant dépassé la date péremption seront détruits. Et ce n'est pas fini.

Filières laitières

Lait de vache : En France comme dans la plupart des pays confinés, les filières laitières affrontent d'importants bouleversements de leurs débouchés : report de consommation de la RHD vers la grande distribution et ralentissement des exportations provoquent un ralentissement de la demande. Cela désorganise profondément l'appareil de production des transformateurs La demande en grande distribution s'est très fortement accrue, privilégiant surtout les produits de première nécessité (crème, beurre, notamment).

S'il n'est pas possible à cette date d'avoir une vision consolidée de l'impact de la crise sur les volumes exportés, un impact sur les cotations des ingrédients est notable. Le cours du beurre a perdu 560 €/t depuis fin février mais la baisse ralentit sur les deux dernières semaines. Dans le même temps, celui de la poudre de lait écrémé a chuté de 700 €/t pour se stabiliser sur les 4 dernières semaines. (Source : CNIEL).

Lait de chèvre : La filière lait de chèvre ne souffre pas trop d'un manque de collecte, puisque les laiteries parviennent à prendre le lait chez les éleveurs et à le traiter. Toutefois, pour lisser cette collecte, les laiteries recommandent de modérer la production de lait, sur fond de réduction des importations. La demande a légèrement augmenté, en particulier dans les GMS, parvenant à compenser en partie la perte du débouché en RHD et à l'exportation. Les consommateurs se portent essentiellement sur les produits laitiers en libre-service, et toujours nettement moins sur ceux à la coupe ou en ultra frais.

Dernière minute : Les pouvoirs publics ont confirmé que le caillé congelé de chèvre sera bien éligible à l'aide européenne au stockage privé. C'est une première pour le secteur caprin. Les demandes doivent porter sur 500 kg minimum de caillé congelé en stock le jour de leur enregistrement auprès de France AgriMer.

Les demandes d'aide peuvent être introduites à partir du 7 mai 2020 et la date limite est fixée au 30 juin. Les demandes ont trait à des produits déjà mis en stock. Le montant de l'aide est fixé à 15,57€/T plus

0,40€/T/jour de stockage. Le quota français pour les aides au stockage privé de fromage (dont caillé) est de 18 400 tonnes, pour les 3 filières laitières. **Info BRILAC**

Tous les laits (vache, brebis, chèvre) :

Toutes les AOP et IGP laitières sont touchées, avec des baisses en moyenne de 60 % des commandes (de 15 % à 90 % en fonction des filières). Plusieurs AOP engagent des mesures volontaires de réduction de la production laitière et de la mise en transformation, avec des réorganisations des collectes et des réorientations vers des produits de stockage. (Source : CNAOL).

Concernant les producteurs fermiers, les situations sont contrastées : certains éleveurs ont pu, avec un surcroît de travail, s'orienter vers des livraisons à domicile, tandis que d'autres ont du jeter leur lait. (Source : APCA).

Porcs

Les cours, après avoir subi une nette baisse dès le début du confinement, avaient connu une zone de plateau sur les trois premières semaines d'avril (autour de 1,51 € / kg – cotation du Marché du Porc Breton – à revaloriser des plus-values "qualité" pour le porc du Sud-Ouest). Le marché, bien que marqué par un déséquilibre matière lié à la crise du COVID 19 (fermeture de la restauration hors domicile et transfert des achats pour une alimentation au foyer) et une baisse d'activité des abattoirs et ateliers de découpe liée aux mesures sanitaires, semblait avoir trouvé un point d'équilibre.

Mais depuis, les conditions de marché à l'international pèsent sur la dynamique des exports. La Chine fait jouer la concurrence s'appuyant sur des cours du porc aux Etats-Unis dégradés et de fait très compétitifs, car sous pression de la fermeture de plusieurs abattoirs (Nombreux cas de contamination au Covid 19 parmi les salariés. Une perte de capacité globale de 40 %). Le prix décroche sur l'ensemble des places européennes et a perdu, en France, une dizaine de centimes au fil des quatre dernières cotations.

La demande sur le marché intérieur reste stable, mais la filière s'inquiète de son évolution. En effet, les conditions de sortie du confinement et mesures appliquées pour contrôler la pandémie auront un impact sur le rythme de reprise des différents types de restauration, la fréquence des moments conviviaux, l'activité touristique, et conduiront à l'annulation de la majorité des rassemblements (festivals, compétitions sportives,...). Autant d'occasions de consommation de viande de porc, notamment sous forme de grillades, qui disparaîtront. Pour nos filières régionales "label", les prévisions quant à la consommation de produits de salaison restent en berne. La grande distribution ne prévoit pas de reprise à court terme des opérations de promotion, vecteur majeur pour inciter le consommateur à passer à l'acte d'achat, qui reste le plus souvent d'impulsion pour un produit tel que le jambon sec. Face à cette situation, les salaisonniers restent attentistes et limitent leurs approvisionnements afin de ne pas augmenter leurs stocks.

Bovin Viande

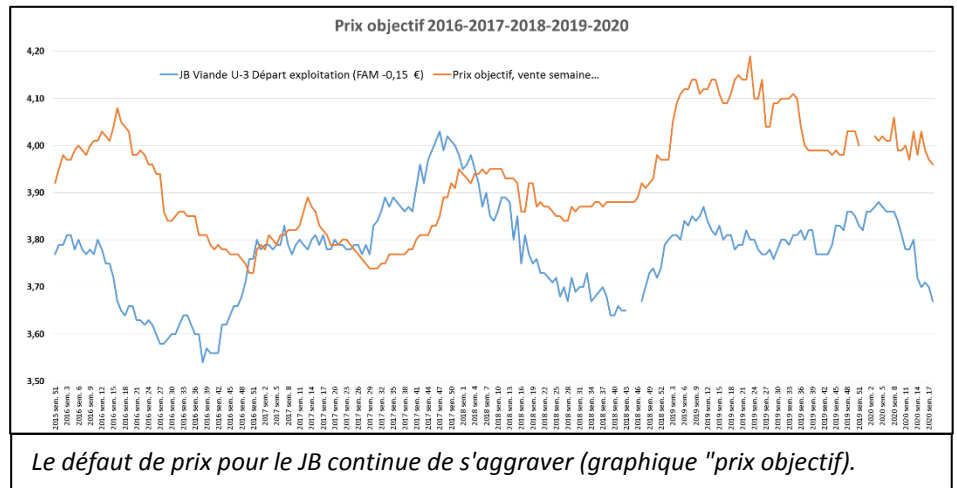
Le marché des **vaches de réforme** de qualité est toujours sous la contrainte du manque de débouchés vers l'alimentation hors foyer et les rayons traditionnels de la grande distribution qui tardent à rouvrir. Le manque de visibilité est toujours important et s'amplifie avec des conditions de "dé-confinement" qui restent floues et ne permettent pas de préjuger des futurs besoins tout particulièrement en restauration collective ou en grande distribution, celle-ci ne programmant pas d'opérations de promotion ou de mise en avant des produits. Le volume de vaches en ferme s'alourdit tout comme celui des jeunes bovins (estimé à 5 900 têtes à ce jour pour ces derniers, soit une demi-semaine d'abattage).

S'ils venaient à se conforter, ces stocks exerceront une pression forte sur les équilibres et ce tandis que l'été, traditionnellement marqué par une baisse de la consommation, approche. Les opérateurs craignent un effet "boule de neige" dont la résorption prendra du temps.

Les aides au stockage privé pourront être mobilisées mais malgré cela les volumes perdureront. L'écoulement de ces animaux doit donc se renforcer, avec certainement une orientation vers la fabrication de haché dont la demande s'affirme après une franche progression. Mais l'équilibre économique ne sera atteint que par une revalorisation du prix à l'éleveur après avoir, selon les propos du Ministre de l'Agriculture, "Mieux évaluer la part du prix payé par le consommateur sur le steak haché qui revient à l'éleveur", ce dernier précisant que cela "[...]devient donc un enjeu majeur".

<http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/viande-bovine-didier-guillaume-dit-stop-ala-baisse-injustifiee-des-prix-1,13,2174275011.html>

Les marchés "export" de **jeunes bovins** sont toujours perturbés par une concurrence accrue à l'échelle intra européenne où la compétitivité prix devient chaque semaine un peu plus déterminante répondant aux craintes de perte de pouvoir d'achat des consommateurs inquiets des conséquences économiques et sociales de la crise.

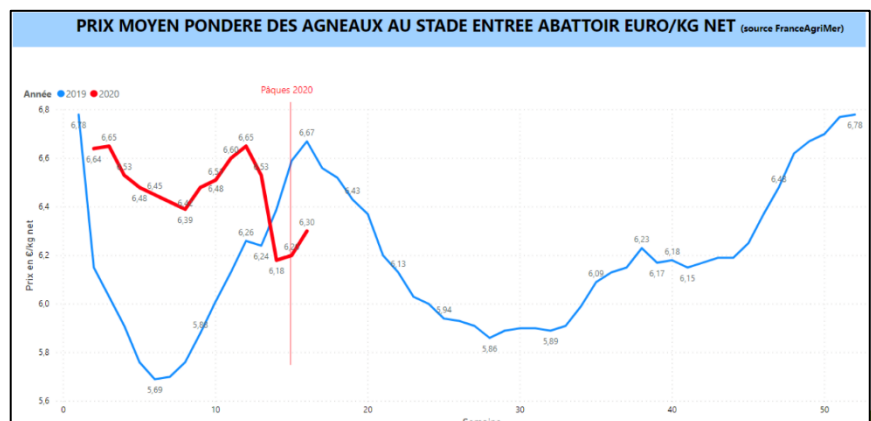


Les expéditions de **maigre** vers l'Italie restent bien orientées avec une offre toujours limitée. Les destinations espagnoles et algériennes restent plus difficiles. Les opérateurs présagent une baisse des prix des brotards par "contagion" si la cotation du JB au niveau européen ne se redresse pas. A noter : à l'export, les opérateurs craignent de plus en plus les défauts de paiement de leurs clients. Les situations économiques de l'Italie, de l'Espagne et surtout de l'Algérie (forte baisse de la rente pétrolière) se sont fortement dégradées et les assurances de crédit ne souhaitent plus couvrir le risque.

En **veau de boucherie**, les opérations de promotion n'ont eu que peu d'effet sur la consommation. Les clients se concentrent toujours sur les produits classiques (bœuf / porc / poulet) et délaissent les actes d'achat d'impulsion dont fait partie la viande de veau. Le marché est donc très dégradé avec une cotation au plus bas. Les solutions de stockage privé ne peuvent pas être mobilisées en raison du seuil d'âge minimum (8 mois). Les mises en place de la part des intégrateurs sont en net repli ce qui impacte fortement les transactions sur les veaux nourrissons. A contrario, la hausse d'activité dans les boucheries de détail, à la faveur du renforcement des achats en proximité, profite aux **veaux de lait sous la mère** répondant à toutes les exigences de qualité.

Chevreaux et agneaux

L'offre d'**agneaux** s'étoffe à nouveau progressivement après les sorties importantes de la période pascale. Les opérateurs peuvent satisfaire la demande dopée par le Ramadan. Les commandes de la part de la distribution s'orientent toujours un peu vers des produits français mais n'oublions pas que les stocks



d'import sont à écouler. L'amont de la filière s'inquiète de la hausse de l'offre attendue d'ici 8 à 15 jours. Les projections d'Interbev "ovin" font état de sortie à hauteur de 60 000 à 70 000 agneaux par semaine. Si, une fois sortie du Ramadan (fin mai), la consommation n'est pas au rendez-vous avec toujours un défaut de débouché sur la restauration hors domicile, on sera à la veille d'un retournement où l'offre sera sensiblement supérieure à la demande. Dès lors, dans ce marché restreint, les cours risquent de décrocher rapidement. Après des prix très en retrait par rapport à 2019 sur la période pascale (en moyenne défaut de 47 centimes par kg carcasse –cf. graphique ci-contre d'après note Interbev), cela constituerait un nouveau coup dur pour le chiffre d'affaires des exploitations.

Deux leviers peuvent être mobilisés à dessein de contrecarrer ce phénomène :

- La limitation de la mise en rayon des produits d'import, à l'instar des mesures prises avant Pâques, mais reste à savoir qu'elle sera la position de la grande distribution et l'attitude des consommateurs dont le pouvoir d'achat s'étiole.
- Le stockage des agneaux d'origine "lacaune" en mobilisant les solutions validées par l'UE (animaux de moins de 12 mois, présentés à l'état de frais et stockés en congélation, sous forme de carcasse ou demi-carcasse. Les soumissions peuvent être présentées à partir du 7 mai). (cf. propositions et argumentaire de la FNO présentés dans la note "Covid 19 – NA –N°6").

Les orientations d'achat au détail des consommateurs seront également déterminantes. Face à une reprise très progressive de l'activité de la restauration hors domicile, le transfert de consommation vers le foyer doit fonctionner au mieux. Les conditions de "dé-confinement" (taille maximum des rassemblements, distance de déplacement,...) et l'évolution tant du moral que des revenus des acheteurs pèseront fortement sur cette dynamique.

En **chevreaux** : Les engraisseurs ont constaté, la semaine dernière, une nouvelle baisse des cours des chevreaux. Devant l'accumulation des difficultés financières de leur atelier d'engraissement, un collectif d'engraisseurs annonce l'arrêt du ramassage des chevreaux en ferme à la fin de ce mois si aucune solution économique n'est apportée. Alors qu'un chevreau de quelques jours est normalement acheté 3 €, ces dernières semaines le prix approche 1 €. Afin de s'adapter, les éleveurs caprins développent les lactations longues avec pour objectif de réduire le nombre de gestations et donc la production de chevreaux. Par un courrier au Ministre de l'Agriculture en date du 4 mai, Interbev "Caprins" demande la rétroactivité des aides au stockage pour les chevreaux et une aide en faveur des engraisseurs.

Dernière minute : La Commission européenne a refusé la rétroactivité de l'aide sur le stockage privé pour la viande de chevreau : seules les carcasses stockées à partir de la date de publication du règlement sont éligibles à l'aide. Pour autant, France AgriMer va mettre en place le dispositif d'aide au stockage privé, qui rend éligible le stockage des 200 tonnes de chevreau qui restent environ pour finir la saison. **Info FNEC**

Volailles de chair

La fermeture de la RHD reste le gros point noir pour la filière volaille, La baisse d'activité est de l'ordre de -5 % en Nouvelle-Aquitaine..

Les pistes de soutien aux éleveurs en difficulté vont de l'élargissement de l'aide au stockage privé, à la limitation des importations, en passant par la valorisation de l'origine France. La filière va solliciter les pouvoirs publics pour l'aider à financer un plan de sauvegarde des filières en difficulté. Il prévoira les modalités de préservation des reproducteurs et les aides pour accompagner les éleveurs en difficulté. Un chiffrage des pertes est en cours sur chacun des maillons des filières concernées. Ce plan de sauvegarde est fondamental pour éviter de voir disparaître des fleurons de la gastronomie française : canards, pintades, cailles, pigeons. (Source : APCA).

Focus sur la filière pigeons de chair :

176 éleveurs sont spécialisés dans cette production, dont une quarantaine en Nouvelle-Aquitaine.

La filière pigeonneau a perdu, depuis les différentes annonces de confinement dans le monde entier, 98 % de ses débouchés, essentiellement les restaurateurs et traiteurs.

Les éleveurs estiment qu'une diminution de 50% de reprise de la production engendre une perte entre 375 à 450 euros par semaine pour 1.000 couples, soit 1.500 à 1.800 euros par mois par éleveur.

(Source : Fédération Nationale des Producteurs de Pigeons de Chair.)

Palmipèdes gras

Le canard gras étant un produit à caractère festif, il ne fait pas partie des produits « de première nécessité » vers lesquels se tournent les consommateurs en cette période de confinement (annulation des rassemblements, repas familiaux, fêtes, etc.). De ce fait, les marchés des produits du palmipède à foie gras sont directement impactés sur leurs différents créneaux de commercialisation.

La filière courte connaît de grosses pertes par l'annulation de commandes en canards prêts-à-engraisser et canards gras (produits frais et commerce), la fermeture des restaurants, salons et marchés de proximité, ainsi que par l'accès aux exploitations devenu difficile (pour la vente à la ferme). Ces pertes de débouchés conduisent de nombreux éleveurs à garder les animaux plus longtemps sur les ateliers. A ces éléments s'ajoutent également des inquiétudes sur le déroulement de la saison estivale (pour laquelle de nombreux événements festifs seront annulés ou reportés).

En filière longue, les GMS ont largement réduit leur offre en rayon et donc leurs commandes avec notamment la suppression des catalogues de Pâques. On constate donc pour les producteurs des diminutions de mises en place et des durées d'élevage qui s'allongent. Pour les accoueurs, des destructions d'œufs sont d'ores et déjà opérées et des réformes d'animaux reproducteurs sont à prévoir sur les prochaines semaines.

La filière longue représente plus de 80 % de la production française. Sur l'IGP Sud-Ouest, il se joue à court terme la survie de 1.800 éleveurs et de 160 entreprises d'aval, pourvoyeuses de nombreux emplois ruraux : l'impact économique pourrait être terrible, notamment dans les départements du sud de la Région.

Il faut noter que l'ambiance est extrêmement anxiogène pour les producteurs qui, sortant tout juste de deux crises d'influenza aviaire, ont dû réaliser des investissements très importants depuis 3 ans et qui sont, pour certains, déjà dans une situation économique fragile. Egalement, en addition à ces inquiétudes, la filière est également sous la menace de la situation sanitaire en Europe de l'Est où l'on observe une multiplication des cas d'influenza aviaire hautement pathogène (H5N8) depuis le début de l'année 2020.

Lapins :

Une baisse significative des volumes est constatée en GMS depuis Pâques (-15 à -20%). L'export est quasiment à l'arrêt, de même que la RHD. Les congélations de lapins sont telles que la filière est à une situation de stocks similaire à celle de fin juillet. La filière demande des mesures de stockage privé.

Zoom sur les tendances par département recueillies par les ANEFA

CHARENTE

Du 20 avril au 6 mai :

- Inscriptions de candidats + 276 %
- Offres + 233 %
- Postes + 275 %

CHARENTE MARITIME- DEUX SEVRES- VIENNE

- RAS

LIMOUSIN

- RAS

DORDOGNE

Seuil des 1000 demandes de candidats dépassé

GIRONDE

- 350 à 400 inscriptions de candidats par jour !
- 3 540 offres
- 6 583 candidats dont 250 personnes activité partielle COVID

LANDES

- Démarrage du recensement des besoins en main d'œuvre et logements
- 493 places de logement estimées nécessaires au 6 mai
- 1 500 offres d'emplois saisonniers

PYRENEES ATLANTIQUES

- RAS

Les initiatives des chambres départementales de Nouvelle Aquitaine

Informations, Notes de conjonctures et concertations à l'échelle des départements

Le réseau Chambres d'agriculture s'est mobilisé pour informer ses ressortissants mais aussi l'ensemble du monde économique et institutionnel de Nouvelle Aquitaine.

Par la présente note régionale, un état complet de la situation est réalisé chaque semaine et est adressé à un réseau de décideurs régionaux (environ 130 destinataires directs). Elle est reprise et relayée par les Chambres départementales auprès de décideurs départementaux. Ces notes sont aussi téléchargeables sur le site de la Chambre régionale : <https://nouvelle-aquitaine.chambres-agriculture.fr/economie-et-entreprises/economie-prospective/#c1036851>

A l'échelle départementale, ces notes sont reprises en partie et adaptées au contexte local, des points sont fait régulièrement au travers de notes de conjoncture et "news letters".

https://pa.chambre-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Nouvelle-Aquitaine/106_Inst-Pyrenees-Atlantiques/Documents/Notre_agriculture/Observatoire_Economique/note_de_conjoncture_covid_19-2.pdf

<https://charente-maritime.chambre-agriculture.fr/actualites/detail-de-lactualite/actualites/elevage-la-filiere-ovine-destabilisee-en-commercialisation-comme-en-elevage/>

Plus largement, de nombreuses pages d'information dédiées sont accessibles sur les sites des Chambres mettant en particulier en avant tous les documents officiels téléchargeables, les différentes aides aux entreprises. Des informations sont aussi adressées aux agriculteurs par mail.

Au-delà de cette information auprès des agriculteurs et décideurs publics, les Chambres d'agriculture participent ou organisent des points de concertation réguliers en visioconférence ou téléconférences à trois niveaux, et selon les départements :

1. avec les pouvoirs publics, collectivités et les autres Chambres consulaires départementales,
2. avec les opérateurs économiques agricoles : filières, coopératives, négoce, banques, assurances, MSA en présence le plus souvent de la DDT,
3. avec les différentes OPA et organisations syndicales pour coordonner les actions.

Le Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine animé par la Chambre régionale d'agriculture a publié une lettre d'information « COVID-19, les territoires se réinventent », à destination des acteurs ruraux néo-aquitains. Cette lettre est sur les sites internet de la Région Nouvelle Aquitaine et de la Chambre régionale.

Bertrand DUMAS - Frank MICHEL - Anne-Marie MORENO - Christine NAVAILLES – ARGENTAA
Equipe régionale « Economie Prospective » de la Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle Aquitaine

Les informations, données et analyses retranscrites dans cette note peuvent être mentionnées et utilisées par des tiers sous réserve de mention de la source « Chambre régionale d'agriculture de Nouvelle-Aquitaine »